Composition de culture générale : La vérité importe-t-elle encore dans le débat public ?

« Un citoyen responsable est un citoyen informé » disait Hubert Beuve-Méry, fondateur du journal Le Monde, soulignant ainsi les liens profonds et étroits entre l’information - naturellement basée sur la vérité dans les mots de son auteur -, et la capacité de tout un chacun à évoluer au cœur de la cité, à s’y intégrer, voire à prendre part au débat public. A l’ère du « big data » , de la révolution disruptive de l’Internet et des technologies du numérique, mais également dans un monde où tout change rapidement, un monde en perpétuel mouvement et gestation – gestation de nouvelles idées, concepts ou technologies – la notion de vérité semble mise à mal. Longtemps considérée comme essentielle, elle ne semble aujourd’hui plus vraiment importante pour faire vivre le débat public – et, in fine, la démocratie.

Si la recherche de la vérité laisse une place au doute, aux questionnements, la vérité elle-même c’est ce que l’on peut démontrer de manière factuelle, empirique. Opposée au faux, à la rumeur, à l’approximation, elle s’impose à tous, elle est l’évidence, en somme, la vérité est et transcende le reste.

Le débat public quant à lui, sert la démocratie. Grâce à lui, cette dernière est parcourue par les questions et avis, parfois contraires, de son époque. Le débat public c’est la prise de parole des individus, des citoyens au sein de l’espace public sur des questions qui les concernent.

Dès lors, la vérité importe-t-elle encore aujourd’hui dans le débat public ? Le débat public n’existe-t-il que par et pour la vérité ? Quel(s) sens donner aujourd’hui au débat public alors que la vérité semble, plus que jamais malmenée par le « big data » notamment ?

Si la vérité, ou la recherche de vérité, semble donner sens et corps au débat public (I), il n’en demeure pas moins, qu’elle apparait menacée, notamment par la surinformation produite sur le web (II). Aussi, il semble nécessaire que citoyens et décideurs politiques réaffirment l’importance de la vérité afin que vive le débat public et la démocratie (III).

La vérité, ou tout au moins la recherche effective de la vérité, est ce qui donne sens et corps au débat public. Ceci est vrai aujourd’hui comme ça l’était hier ainsi que nous l’enseigne l’Histoire. De même, la recherche de la vérité, qu’il convient de différencier de la vérité elle-même, semble nourrir le débat public.

Dans la Grèce antique, à Athènes, « l’agora » était un haut lieu de débat public, règne de la vérité ou de sa recherche. Les hommes s’y réunissant pour débattre, maîtrisaient le « logos », la parole raisonnable (Aristote, La Politique), préalable indispensable pour que le débat puisse avoir lieu. Par cette maîtrise du « logos », l’homme, qui est « par nature, un animal politique » pouvait faire société. L’antiquité nous révèle donc l’importance de la vérité, de la raison pour que le débat public puisse avoir lieu.

La philosophie héritée des Lumières, dont la devise est rappelée par Kant dans son essai Qu’est-ce que les Lumières ? souligne également l’importance pour les individus de faire œuvre d’un jugement raisonnable et d’esprit critique afin de participer pleinement à la vie de la cité. « Sapere aude » ou « ose savoir » montre bien l’importance pour les individus d’accéder à la vérité par soi-même pour espérer prendre part au débat public.

Hérité de cette philosophie du XVIIIème siècle, le rapport Condorcet (1792) ouvre d’ailleurs la voie à l’éducation populaire et à la formation tout au long de la vie. Formation indispensable pour que le citoyen puisse évoluer au sein de la cité avec discernement, esprit critique et raison. Les lois sur l’éducation des années 1833 (Loi Guizot) puis 1881 et 1882 (lois Jules Ferry) avaient d’ailleurs bel et bien vocation à instruire le peuple de France et de l’amener à connaître, à comprendre les choses du monde et ainsi mieux prendre part aux débats publics. Les instituteurs, ces « hussards noirs de la République », permettaient alors aux enfants de s’approprier des vérités afin – dans une certaine mesure – de mieux exercer leur citoyenneté.

Dans son ouvrage Variété III, Paul Valéry souligne d’ailleurs bien que « l’éducation ne se borne pas à l’enfance et à l’adolescence. L’enseignement ne se limite pas à l’école ». L’on apprend tout au long de la vie afin de rechercher la vérité et mieux participer au débat public.

Ce n’est d’ailleurs peut-être pas tant la vérité que la recherche de la vérité qui importe aujourd’hui, comme par le passé. L’effort honnête fourni pour s’approcher de la vérité est peut-être plus important que la vérité elle-même. Ainsi, le doute est salutaire et formateur et ne nuit pas à la bonne tenue du débat public. Dans Situation II, Jean-Paul Sartre déclare d’ailleurs « [qu’] un intellectuel est quelqu’un qui est fidèle à un ensemble politique et social mais qui ne cesse de le contester ? ». L’importance du « tâtonnement » intellectuel est ici mis en évidence : chacun peut – doit ?- douter, se remettre en cause afin d’arriver peut être à la vérité. Le débat public est ainsi nourri de ces doutes et questionnements. La recherche de la vérité associée à son corollaire, l’honnêteté intellectuelle pour y parvenir, sont donc bel et bien importants dans le débat public. En témoigne l’actualité nationale – campagne présidentielle en France – qui a mis en lumière l’importance de la vérité pour qu’existe le débat public. A étudier la « sémantique » et éléments de langage utilisés par le candidat François Fillon et son entourage, l’on mesure l’importance – bel et bien vivace – de la vérité pour que perdure le débat public. En effet, il s’agissait pour eux de « faire la lumière sur l’affaire », de « faire éclater la vérité » afin que le débat public soit tenu dans des conditions sereines. De même, les nombreux procès – ou menaces de procès – pour diffamation largement relayés par les médias (presse écrite ou télévisuelle) soulignent là aussi l’importance de la vérité afin que le débat public puisse être tenu. Les hommes et femmes politiques, et autres acteurs de la sphère publique, en appellent donc régulièrement à la vérité (lorsque leur intégrité est mise à mal) pour que le débat public ait lieu normalement. Ces rumeurs, contre-vérités et mensonges ou calomnies seraient - au moins du point de vue des personnes mises en cause – un obstacle au débat public et à la démocratie.

Nous le voyons, la vérité ou la recherche de la vérité semble aujourd’hui importante pour que se tiennent les débats publics. Ce qui était vrai aux siècles passés (instruire le peuple par l’éducation afin qu’il s’émancipe et fasse société) l’est toujours actuellement. Les exemples récents dans le cadre de la campagne présidentielle montrent que la vérité est toujours importante pour le débat public.

Toutefois, à l’ère du « big data », de la globalisation et de la montée des populismes en Europe et dans le monde, la vérité semble moins importante dans les débats publics.

Le monde est entré dans l’ère des « big data », multinationales géantes qui produisent quantités d’informations de par le monde. Cette « infobésité » ou profusion d’informations produites à l’échelle planétaire semble menacer la vérité. Dans son essai L’Homme nu, Marc Dugain affirme que depuis 2010, l’humanité produit plus d’informations en deux jours que depuis l’invention de l’écriture il y a 5300 ans. Inévitablement, parmi ces informations de masse, surgissent des contre-vérités, des rumeurs, de fausses informations généralement appelées « fake news » ou encore « hoax ». De même, de « faux journaux (humoristiques) sont des pastiches de vrais journaux, à l’instar du « Gorafi » sur le web, détournement du Figaro. Certaines de ces fausses informations ont pu être relayées sur l’Internet. Ces « fake news » entravent le débat public. Sur la toile, se développent ainsi également – à l’échelle planétaire – de nombreuses « théories du complot » qui polluent véritablement la tenue d’un débat public honnête intellectuellement, et alimente de faux débats ; peut-on d’ailleurs seulement parler de débat public dès lors que les propos tenus s’appuient sur autre chose que la vérité ou la recherche de vérité ? L’on se souvient ainsi, de l’actrice tout juste oscarisée Marion Cotillard mettant en doute la version officielle des attentats du 11 septembre 2001 sur le sol américain, alimentant - de facto - la théorie du complot.

Récemment, une journaliste française a aussi dénoncé publiquement, devant l’ancienne ministre de l’Education nationale, dans une émission populaire de la chaîne publique France 2, les « dérives » et « dégâts » de la « réforme sur l’orthographe ». Réforme qui n’a (véritablement) existé que sur les réseaux sociaux et qui est un exemple majeur de la menace que fait peser cette surabondance de l’information sur l’Internet sur la vérité et le débat public.

En somme, ainsi que le soulignait déjà Umberto Eco en parlant des « mass-médias », le monde est entré dans la Guerre du faux. Cette « civilisation du spectacle » pour reprendre le terme de Mario Vargas Llosa dans son essai éponyme met en péril non seulement l’esprit critique des individus mais également leur capacité à discerner le vrai du faux dans cette masse informationnelle.

L’autre menace qui pèse sur le débat public et la baisse de l’importance de vérité sous-tendue par l’émergence de l’internet mondial c’est une forme de « désolation » de masse (Hannah Arendt, le système totalitaire) ou « d’individualisme » accru par le web qui serait, en somme, la voie ouverte aux hommes – ou femmes ?- providentiels et au populisme. Naturellement, la montée des populismes en Europe (M. Le Pen, V.Orban) ou dans le monde (D.Trump aux Etats-Unis ou Duterte aux Philippines) pour n’en citer que quelques-uns serait symptomatique du « dysfonctionnement des démocraties » comme le souligne Pierre Rosanvallon. En somme, dès lors que le débat public est vif et animé par le souci de vérité, c’est la démocratie tout entière qui en bénéficie. A l’inverse, lorsque le lien social est affaibli (notamment par un débat public pauvre et non étayé par la vérité, alors c’est toute la démocratie qui souffre). En témoigne d’abord le récent débat télévisé qui a opposé les deux finalistes de la présidentielle, jugé « décevant », « chaotique », «  pas à la hauteur du niveau attendu » par les médias. Enfin, à l’ère d’Internet, ce n’est pas tant « le vrai » qui compte mais bien plutôt l’agitation des réseaux sociaux. Marc Dugain dans l’essai déjà cité pense qu’aujourd’hui compte surtout l’image, virtuelle, et non tant la vérité. Pour lui c’est bien « l’hologramme de la vie » qui importe. A l’ère du numérique, le « Mythe de la caverne » de Platon (La République) est plus que jamais d’actualité. La recherche du vrai, ou le vrai lui-même importe peu, mais bien plutôt l’image, même erronée du réel. Cela entrave la tenue d’un débat public digne et salutaire pour la démocratie.

Aussi, il importe donc que citoyens et décideurs fassent de la vérité une condition sine qua non, une condition inhérente à la tenue du débat public, afin que vive la démocratie.

En ce sens, il convient de souligner les avancées – après en avoir dénoncé les excès – du web pour les citoyens. De fait, le web est aujourd’hui vraiment un lieu de « contre-pouvoir » où vérité et débat public cohabitent. Le web doit ainsi être cet « espace public » nouveau (au sens où l’entendait Habermas) où le débat public peut avoir lieu. Pour limiter les dérives liées à Internet (« fake news » notamment), l’initiative prise par le journal Le Monde est à souligner. L’outil « les décodeurs » est en effet un site web sur lequel il est possible de « tester » les informations et de les confronter à la vérité et ainsi déceler les rumeurs et autres « hoax ».

Les citoyens ont donc toute leur place à jouer au sein de cet « espace public » et sont encouragés à y prendre place par les outils issus du web 2.0. Les exemples des Printemps arabes (2010-2012) pour dénoncer les régimes autocratiques en place dans les Etats du Sud de la Méditerranée, l’action Occupy Wall Street (2011) pour dénoncer les abus du capitalisme financier tout comme Nuit debout à Paris en 2016 qui avait pour but de dénoncer la « loi travail » jugée par les participants comme pernicieuse sont autant d’exemples révélateurs de la (re)prise de parole des citoyens dans les débats publics qui apportent avec eux leur propre vérité. Face aux risques qui menacent aujourd’hui (contre-vérités qui essaiment sur la toile notamment) le débat public, l’Etat doit se porter garant. Ainsi, il doit protéger les lanceurs d’alerte qui mettent à la lumière du jour des informations compromettantes. C’est notamment en ce sens qu’a été votée récemment la « loi pour une République numérique » par l’ancienne secrétaire d’Etat chargée du numérique Axelle Lemaire. Les lanceurs d’alerte, parce qu’ils énoncent à la face du monde des vérités (c’est le cas de Julian Assange avec Wikileaks) participent à la vitalité du débat public.

Il convient de souligner l’importance de la participation citoyenne afin que les médias – définis par Marcel Gauchet de « contre-pouvoirs » puis « d’anti-pouvoirs » - ne soient pas les seuls à participer au débat public et qu’une autre vérité émerge. Dans son documentaire Les nouveaux chiens de garde, Serge Halimi (inspiré par Paul Nizan) mettait d’ailleurs en garde les spectateurs contre l’imbrication des sphères médiatico-politiques qui donnent à voir une vision seulement du monde et ne laissent la place à la société civile pour prendre part au débat public.

Afin de lutter contre « l’individualisme », l’une des menaces de la démocratie énoncées par Alexis de Tocqueville dans De la démocratie en Amérique, il convient de s’investir dans les associations, et notamment les associations politiques, véritables ressors afin de lutter contre la « rouille » qui menace et le lien social et la démocratie.

« L’hypersphère » est aujourd’hui une réalité pour reprendre l’expression forgée par Louise Merzeau. Il convient donc d’en utiliser tous les codes afin que le citoyen reprenne part au débat en apportant sa vérité.

Le rôle de la médiation, notamment en bibliothèques afin « d’éduquer » à la lecture des images et des textes prend aujourd’hui tout son sens ; c’est la tâche des collectivités publiques que d’en faire une priorité.

En définitive, le débat public – confrontation d’idées et de points de vue, voire de vérités – ne fait sens et corps que par l’honnêteté intellectuelle, la recherche d’une vérité qui transcende les autres et qui fait autorité.

Le débat public c’est cette quête d’établir non pas une mais des vérités et de les confronter. La vérité a longtemps importé dans le débat public, porté par des idéaux (ceux des Lumières) ou une instruction des peuples. Aujourd’hui, la surabondance d’informations et la montée des populismes menace cette recherche de vérité dans le débat public. Aussi, la société civile aidée en cela par l’Etat doit reprendre la parole – notamment via le web précisément. Chacun, individus, citoyens, doit – plus que jamais – pouvoir « faire société » dans l’ère du numérique et de la globalisation et apporter, honnêtement, sa vérité afin que vive le débat public et, par ricochet, la démocratie.